

LE GRAIN DE SEL

22 RUE CLAUDE TERRASSE
75016 PARIS

du vendredi

01 46 21 80 82 - CONTACT@LESPPF.FR
WWW.LESPPF.FR

LA BOÎTE À IDÉES DU GALOP

On s'inquiète en région, mais Paris l'entend-t-il ?



par Georges de Certaines -Délégué Général des P.P

En ces temps particulièrement moroses, chacun s'inquiète légitimement de la situation générale de l'Institution, de la trajectoire financière dont on a l'impression qu'elle n'est plus sous contrôle mais aussi des conditions d'exercice de ses propres activités, selon qu'on est propriétaire, éleveur, entraîneur, exerçant en province ou en région parisienne. Or il est clair – et regrettable- que les signaux qui sont aujourd'hui envoyés à ceux qui, comme moi, sont implantés en région ont de quoi susciter l'inquiétude.

Cette inquiétude, à laquelle il faudra bien que nos dirigeants parisiens finissent pas répondre rapidement est largement partagée non seulement par les acteurs des courses qui voient l'équilibre financier de leur activité de plus en plus menacée mais aussi par les bénévoles des sociétés organisatrices de courses qui auraient bien besoin d'une visibilité pour assurer une saine gestion et ne pas aller dans le mur.

La province : un pilier qui se fragilise

Administrateur et trésorier d'une Société de courses du Sud-Ouest, je vois bien l'évolution année après

Vendredi 30 janvier 2026 - N°547

année. Nous sommes contraints d'avaliser des comptes toujours déficitaires sans pouvoir inverser la tendance puisque nous dépendons pour l'essentiel de facteurs extérieurs : les pourcentages sur les enjeux et les subventions d'organisation distribués par le système national lui-même en difficulté et qui rabote donc régulièrement nos budgets. Une société de courses doit répondre à un légitime cahier des charges en matière d'entretien de l'hippodrome, en matière d'accueil du public, des professionnels et des chevaux, des normes de sécurité dont les coûts ne sont aujourd'hui plus compressibles. Dans un certain nombre de cas, organiser une réunion de courses est un acte déficitaire et pour certains hippodromes des locations du site hors courses permettent de limiter le déficit. Une société de courses devrait aussi investir pour se développer : communiquer pour attirer du public, améliorer ses infrastructures, mieux se faire connaître dans son environnement géographique. Compte tenu des marges de manœuvre qui sont aujourd'hui les nôtres c'est devenu très compliqué.

Une telle évolution défavorable n'est pas nouvelle, mais avec le temps, pour certaines sociétés elle devient difficile à supporter et, pour tout dire, décourageante pour un certain nombre de bénévoles

qui ne voient pas le bout du tunnel ou pire constatent une dégradation plus sensible encore. Lorsqu'on en discute avec les autorités parisiennes, on nous écoute avec attention, on approuve même nos propos... mais les signaux qu'on nous adresse ne vont pas dans le sens souhaité. De plus on ne nous donne aucune vision à long terme. Doit-on courir à huis clos ou sur

LE GRAIN DE SEL

22 RUE CLAUDE TERRASSE
75016 PARIS

du vendredi

01 46 21 80 82 - CONTACT@LESPP.FR
WWW.LESPP.FR

LA BOÎTE À IDÉES DU GALOP

des pistes en mauvais état ? Les sociétés de courses ne savent pas où l’Institution veut les mener !

La suppression des Quintés en obstacle à Cagnes pour en transférer une part à Auteuil mériterait plus d’explications qu’un simple oukase. La généralisation des départs aux élastiques et donc la suppression des boîtes de départs pour les réunions PMH est discriminatoire et ne va pas dans le bon sens. Pire, alors que le regroupement des équipes des deux sociétés-mères au sein d’un seul immeuble à Paris n’a pas engendré d’économies sur la masse salariale, comment entendre que Paris exige des sociétés de province de faire, elles, des économies de fonctionnement.

Nos dirigeants parisiens nous disent qu’ils entendent tout cela mais nous restons avec ce sentiment de prêcher dans le désert. Certains hauts responsables de France Galop affirment même que la province est assise sur d’importantes réserves financières (on cite des chiffres invérifiables de plusieurs dizaines de millions d’euros) qui doivent pouvoir être mobilisées au profit de l’intérêt général. Si certaines sociétés disposent de réserves, elles sont rares. D’autres ont des emprunts ou des investissements nécessaires auxquels elles doivent faire face. Pourquoi les punir au motif que les sociétés parisiennes ont trop longtemps vécu sur un train de vie que chacun convient enfin devoir réduire.

La province : le meilleur instrument pour « remettre les courses dans le cœur des français ».

L’importance des courses en région est à la base de la création du mouvement PP, acronyme qui signifie « Province Paris ». La décentralisation mise en œuvre par Jean-Luc Lagardère et largement appuyée par les

PP a été à l’origine d’une formidable croissance des enjeux, des allocations, des moyens de communication (Equidia par exemple). Le niveau des courses en province s’est considérablement amélioré, les infrastructures ont suivi. Nombre d’hippodromes sont devenus des acteurs majeurs de l’aménagement du territoire et surtout ont été le théâtre de nouvelles vocations de propriétaires, d’éleveurs, d’entraîneurs ainsi que de jockeys à travers les courses de poneys. Tourner le dos à cette période serait suicidaire.

La province au service d’une stratégie d’avenir

Nul doute que le Président Guillaume de Saint Seine est sincère lorsqu’il déclare vouloir remettre les courses dans le cœur des français. Mais il ne le fera pas depuis Paris, sans s’appuyer non seulement sur la province mais sans se servir des sociétés de courses – grandes et petites – comme autant de relais opérationnels. Aussi, il faudrait envoyer à la province des signaux positifs, lui donner les moyens de prendre des initiatives, de renforcer cette notion de maillage territorial qui doit servir de rebond à l’image des courses sur l’ensemble du territoire. Cela est d’autant plus regrettable que la province y arrive pour des coûts quatre à cinq fois moindres que ceux de Paris.

Contrairement à ce qu’affirment certains dirigeants, aujourd’hui, organiser une réunion de courses est devenu déficitaire pour beaucoup de sociétés qui peinent ensuite à compenser par des activités annexes et notamment des locations de sites. Il est indispensable de permettre aux hippodromes de province de s’inscrire dans une vraie stratégie d’avenir !

Partagez avec nous vos avis, vos idées, vos critiques en nous écrivant à associationpp@yahoo.fr